**Motion présentée au**

**Conseil d'administration du collège** …………….……..….. **le** *…………..…* **2016**

Comme dans tous les collèges de notre académie, et plus largement comme dans tous les collèges du pays, la préparation de la rentrée 2016 dans notre établissement s’inscrit dans un contexte tout à fait particulier.

Il s’agit, en effet, de répartir des Dotations Horaires Globales non plus nationalement obligatoires par niveau, mais localement flexibles par le biais d’une marge bien aléatoire… Cette conception d’une « Éducation Nationale modulable » en dit long sur ce qui semble bien être un renoncement à l’égalité de tous les élèves face aux savoirs… et ce sur tout le territoire. Il s’agit là d’un renoncement à « l’Éducabilité Nationale » !

Pourtant, depuis près d’un an maintenant, l’ensemble des partenaires de notre communauté éducative n’a eu de cesse d’alerter notre Ministère quant à la nocivité de tels choix éducatifs qui mettent à mal le rôle et les missions « égalitaires » que l’école se doit de porter plus que jamais, en y restant un lieu privilégié d’élévation des niveaux de connaissances, de compétences et de savoirs culturels pour tous !

Si depuis un an, des approches diverses ont pu exister dans l’appréhension de la réforme des collèges au sein des différents collèges de notre communauté éducative, il est un but fondamental et une demande commune qui font unanimité entre nous : l’ambition partagée de voir TOUS nos élèves réussir, et la mise en place des moyens indispensables à cette réussite.

Mais hélas, au lieu d’entendre les propositions que ne cessent d’exprimer les professionnels de l’Éducation, au lieu de prendre en compte leur volonté d’une réforme ambitieuse du collège, au lieu de prendre à bras le corps la question de la difficulté scolaire et du soutien indispensable au collégien, au lieu d’admettre que les questions liées au nombre d’élèves dans les classes sont les principales causes de l’échec scolaire… Bref, au lieu d’écouter le mécontentement et le désespoir grandissant d’une communauté éducative qui œuvre au quotidien dans l’intérêt de la jeunesse d’aujourd’hui qui sera et fera la société de demain, les choix qui nous sont imposés sont ceux de moins d’enseignements disciplinaires au soi-disant profit de parcours interdisciplinaires.

Pour nous, l’interdisciplinarité n’est pas à exclure a priori. Les outils qui aident à la faire vivre figurent même dans les programmes et sont bien évidement déjà appliqués dans nos pratiques. Mais nous savons pertinemment que leur efficience n’est avérée qu’à la condition que les prérequis disciplinaires des matières concernées soient déjà acquis.

Aussi, dès lors que ce constat est partagé, l’idée d’imposer de l’interdisciplinarité en la substituant aux prérequis disciplinaires tient, au mieux, de la non-connaissance de la mise en place des apprentissages ou, au pire, d’une volonté de « moins d’école pour tous » par doute et/ou renoncement à la capacité des élèves à s’émanciper à travers des connaissances communes dispensées dans une école pour tous ?

C’est en ayant à l’esprit ces enjeux éminemment sociétaux que nous nous devons d’aborder la question de la DGH et de sa répartition dans notre collège pour l’année à venir.

À l’évidence, le profond et durable mécontentement national a conduit le Ministère et notre Rectorat à espérer que la prochaine rentrée se passe « sans trop de vagues ». Pour cela, bien des reculades sont à noter qui, sans se désavouer (et bien que non-dotées), se sont traduites par des « permissions de faire » (bilangues, langues anciennes, langues régionales, non-EPI, non-AP, dépassements des 26 heures/élèves…) et qui ont valu que les collèges (dont le nôtre) se voient « octroyer » un certain nombre d’heures dites « La marge » …

Cette « marge » ne doit pas nous tromper !... Son existence n’est que transitoire et son seul objectif, d’ailleurs reconnu par Mme le Recteur, est de permettre que localement les enseignements dispensés jusqu’alors dans les collèges puissent perdurer l’année prochaine afin que la rentrée se passe « au mieux », et que chaque collège puisse décider localement de sa répartition, sous-entendu, sans remettre en question le fond des horaires disciplinaires nationaux revus à la baisse par la réforme…

Mais nous ne sommes pas dupes de tels artifices qui ne répondent pas à nos préoccupations fondamentales qui restent la diminution du nombre d’élèves dans les classes, le travail en petits groupes et le souci du comment faire pour venir en aide aux élèves en difficulté quand le soutien disparaît.

Force est de constater qu’aucun moyen lié aux ambitions qui sont les nôtres n’apparaît dans la dotation horaire qu’il nous est proposé de répartir lors du CA de ce jour, tant dans son esprit que dans sa quotité.

Nous considérons donc que, dans le souci de ne pas voir se dégrader davantage les conditions d’apprentissage des élèves, et compte tenu de l’insuffisance du volume de la DGH qui est à ce jour allouée à notre établissement, aucune répartition de celle-ci ne peut être acceptée en l’état.